

Salaires, pouvoir d'achat... rien ne va plus — Jeudi 24 janvier : appel à la mobilisation

mardi 22 janvier 2008, par [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 14 janvier 2008).

Tous les salariés subissent une baisse de pouvoir d'achat importante * Dans les entreprises privées, comme dans les entreprises publiques ou les administrations, les fins de mois sont de plus en plus difficiles à boucler * Pour les chômeurs et retraités, c'est encore pire * Patrons et gouvernement ne veulent rien entendre * L'Union syndicale Solidaires appelle à construire une mobilisation convergente des salariés du privé et du public pour exiger notre dû et imposer des augmentations immédiates de salaire pour tous et toutes *

Les prix montent

La hausse des prix s'accélère avec la hausse de l'essence, du fuel, du gaz, des produits alimentaires...2,5% pour 2007. L'indice des prix est en deçà de la réalité de la hausse des prix vécue par de nombreuses familles. Les dépenses de logement sont sous-estimées. Ainsi l'INSEE vient de reconnaître que les dépenses de logement représentent plus de 20%, en moyenne, des dépenses des ménages, mais elles ne rentrent en ligne de compte dans l'indice INSEE que pour 8 % !

De fait, beaucoup de ménages modestes et de jeunes entrant dans le monde du travail ne peuvent se loger décemment. La spéculation immobilière et l'absence d'un parc de logements sociaux suffisant font que la recherche d'un logement à un prix accessible est un véritable parcours du combattant ! Les dépenses de logement des ménages ont doublé en dix ans.

Ce sont les dépenses incontournables qui augmentent le plus : les produits alimentaires, les dépenses de transport, de chauffage, d'eau, de logement. Le gouvernement vient d'entériner une augmentation de 4% du prix du gaz !

Les marges bénéficiaires des entreprises de la grande distribution, des travaux publics, de la construction, ou de la distribution d'eau se portent bien. Les salaires et les avantages financiers des grands patrons connaissent eux des augmentations mirobolantes.

Les salaires ne suivent pas

Pour les personnels des fonctions publiques, c'est 0% en 2007 et aucune mesure générale pour 2008 !

Pour le secteur privé : les augmentations générales ou individuelles vont de 0 à 2,5 %, en moyenne, selon les entreprises et les catégories de salariés, cadres ou non cadres.

L'augmentation du SMIC au 1^{er} juillet 2007 a été réduite au minimum légal : + 2%, alors que des millions de salarié-e-s sont concernés !

Les prestations sociales ont été revalorisées de seulement 1%.

Les retraites ont été augmentées de 1,1%. Plus du tiers des retraités, et notamment les femmes, ont une retraite inférieure à 1000 euros par mois. Le gouvernement a annoncé une augmentation pour 2008, mais sans davantage de précision.... Peut-être est-ce pour faire mieux passer la pilule des mesures qu'il nous prépare, comme l'allongement de la durée de cotisation à 41 annuités, qui va encore affaiblir le pouvoir d'achat des futurs retraités.

Les fausses promesses de Sarkozy

Le candidat Sarkozy avait promis que, s'il était élu, il serait "le Président du pouvoir d'achat". S'il est clair que son pouvoir d'achat, à lui, a bien augmenté (plus 205 %), les mesures qu'il a déjà prises ou annoncées ne sont pas de nature à répondre à l'exigence de véritables augmentations de salaires.

Les propositions sont dérisoires ! On a même entendu la Ministre des Finances proposer que pour augmenter le pouvoir d'achat, il fallait qu'il y ait des soldes toute l'année !

- Le déblocage de la participation : c'est toujours bon à prendre pour ceux qui en bénéficient : mais c'est loin d'être le cas pour de nombreux salariés. Cela a déjà été fait en 2004 et n'a rien résolu de nos problèmes de pouvoir d'achat.

- Travailler plus : Sarkozy vient d'annoncer que les entreprises pourraient s'affranchir des 35 heures. Elles auraient ainsi la possibilité de ne plus payer les heures supplémentaires au-dessus de 35 h au tarif heures supplémentaires. Après avoir vanté les heures supplémentaires, les avoir défiscalisées et multiplié les exonérations de cotisations sociales, le gouvernement veut encore réduire le coût du travail et la rémunération des salariés !

- Travailler plus pour rien, ou pas grand chose, alors même que les conditions de travail se détériorent, que le stress et les maladies professionnelles se développent. Nous ne voulons pas travailler plus : nous avons droit à nos repos, à nos congés, à nos RTT : nous voulons profiter de la vie avec de vrais salaires ; nous voulons que chacun et chacune ait un vrai emploi : il faut mettre fin au chômage massif et au temps partiel imposé : avec l'allongement de la durée du travail, nous ne gagnerons pas plus, et cela augmentera le chômage à temps partiel et à temps complet !

Augmenter les salaires et partager les richesses !

D'après les chiffres officiels de l'Insee, les revenus salariaux ont stagné, hors inflation, depuis 1978 ; dans la même période, les trente dernières années, le Produit intérieur brut, la richesse du pays, a plus que doublé.

La productivité du travail ne cesse d'augmenter : en France, elle est parmi les plus fortes du monde.

Les augmentations collectives de salaires se font de plus en plus rares, les augmentations individuelles "à la tête du client" se généralisent : on met les salariés en concurrence directe les uns avec les autres.

Les entreprises du CAC 40 ont fait 100 milliards de bénéfices en 2006. Les entreprises bénéficient de plus de 25 milliards d'exonération de cotisations sociales, sans aucune retombée pour l'emploi !

Mais toute cette richesse n'est pas partagée : les revenus des actionnaires ont explosé !

Les réformes fiscales, comme celle de l'été dernier (le fameux paquet fiscal) profitent à une minorité !

Le partage entre capital et travail n'a jamais été aussi inégal : il faut inverser cette logique !

Le travail doit être payé à sa juste valeur !

L'Union syndicale Solidaires revendique :

* pas de salaire en-dessous de 1500 euros nets ;

* rattrapage des pertes de pouvoir d'achat : 300 euros tout de suite pour toutes et tous ;

* revalorisation des minima sociaux, des allocations-chômage, des retraites.

** Déjà, le 24 janvier, six fédérations defonctionnaires appellent à la grève : Solidaires propose de faire de ce jour-là une première journée de convergences public-privé.

** Salaires, retraites, statut, Code du travail, protection sociale : public et privé, nous sommes tous concernés !

** Pour gagner, il faut une mobilisation générale et durable de tous les salarié-e-s du public et du privé !

Public et privé : c'est tous ensemble qu'il faut lutter !

Dans tous les secteurs, nous avons besoin de gagner de vraies augmentations de salaires !

Gouvernement et patronat, main dans la main, multiplient les attaques contre le monde du travail : blocage des salaires, remise en cause des 35 heures, attaques contre le Code du travail, allongement des périodes d'essai, possibilité de licenciement individuel "à l'amiable", création d'un contrat de travail "de mission"... Ils veulent casser le CDI comme norme de contrat de travail.

Après la remise en cause des régimes spéciaux à l'automne dernier, le gouvernement a annoncé sa volonté de procéder à de nouvelles attaques sur les retraites : nouvel allongement, 41 annuités, pour tous les salariés, public et privé !

Ajoutée à la décôte, cette mesure conduira à une nouvelle diminution du montant des pensions pour les futurs retraités, si nous les laissons faire !

Dans cette situation, l'Union syndicale Solidaires estime qu'une réelle mobilisation interprofessionnelle de tous les salariés est indispensable.

Ces dernières semaines, des grèves pour les salaires ont eu lieu dans le secteur privé ; la fin de l'année 2007 a été marquée par des grèves dans la Fonction publique sur l'emploi et les salaires et dans le secteur public sur la question des retraites. Il est temps de se retrouver tous ensemble pour faire reculer patronat et gouvernement, et gagner sur nos revendications !

Appel interprofessionnel pour le 24 janvier à Nantes

Dans plusieurs départements, des appels unitaires interprofessionnels à la grève et à des

manifestations se discutent actuellement.

Les Unions départementales CGT, FO, FSU et Solidaires de Loire- Atlantique ont adopté un appel privé-public pour le 24 janvier sur : salaires, retraites, services publics, l'emploi et la défense du Code du travail...

Un exemple à développer partout dans les départements, les entreprises et les administrations.